

**Arrêté préfectoral n° 225-DDPP-24 portant prescriptions complémentaires
Société S.F.T.S. - ZI les Chaux à Sury le Comtal (42450)**

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement, et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement » ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral du 13/07/2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-022 SAT portant délégation de signature à M. Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 188-DDPP-24 du 24 juin 2024 portant subdélégation de signature à Madame . Patricia Roose, directrice départementale adjointe de la protection des populations de la Loire ;
Vu les arrêtés préfectoraux du 14 avril 1986, 26 avril 1993 et 21 juillet 2000 autorisant l'entreprise Société Forezienne de Traitement de Surface (SFTS) à exploiter un atelier de traitement de surface pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Sury le Comtal, ZI les Chaux ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 avril 2010 réglementant l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2012 délivré à l'établissement Société Forezienne de Traitement de Surface (SFTS) pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Sury-le-Comtal à la Z.I des Chaux établi suite au bilan de fonctionnement transmis en date du 21 juillet 2010 à Monsieur le Préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2019 pris suite à l'instruction de la surveillance pérenne portant sur les rejets de substances dangereuses dans l'eau ;
Vu l'étude de milieu remise par SFTS le 23 novembre 2021 ;
Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 13 juin 2024 établi suite à une visite d'inspection sur site en date du 22 mai 2024 ;
Vu le rapport susvisé et le projet d'arrêté complémentaire portés le 3 juillet 2024 à la connaissance du demandeur ;
Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société SFTS afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement conformément aux dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Articles 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SFTS, dont le siège social est situé ZI les Chaux – 42450 SURY LE COMTAL, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse.

Articles 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté :

- abrogent les dispositions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire n°267-DDPP-19 du 10 septembre 2019,
- modifient et complètent les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°200-DDPP-12 du 11 mai 2012.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté préfectoral n°200-DDPP-12 du 11 mai 2012	Art 1.2.1 : Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE	Modifié et remplacé par l'Article 1.2.1. du présent arrêté
	Chapitre 4.1 Prélèvements et consommation d'eau	Complété par l'Article 2.1.1. du présent arrêté
	Art 4.3.9.1 Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires en provenance de l'atelier de traitement de surface Art 9.2.3.1 Fréquence et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets en sortie de la station d'épuration interne	Modifiés et remplacés par l'Article 2.2.1. du présent arrêté (Mise à jour de la liste des paramètres et des valeurs limites d'émissions)
arrêté préfectoral complémentaire n°267-DDPP-19 du 10 septembre 2019	Articles 1 à 7	Supprimés et remplacés par les dispositions du présent arrêté

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Articles 1.2.1. Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012 est remplacé par le suivant :

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)	Rubrique nomenclature ICPE	Volume	A, D DC
Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³	3260	Volume total des cuves de traitement : 155,5 m³ 7 chaînes de traitement : <ul style="list-style-type: none"> • Nickel • Argenture/Etain • Zinc 1 • Zinc 2 • Nickel/Chrome • Manuelle Argenture • Manuelle Nickel/Chrome 	A
Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	4120-2.b	Bains suivants : – chaîne Ag/Sn : 2 t – chaîne manu. Ni/Cr III : 0,12 t Volume total : 2,12 t	D
Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	4130-2.b	Bains suivants : – chaîne manu. Ni/Cr III : 1,4 t Volume total : 1,4 t	D
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)	4510-2	Bains suivants : – chaîne Ag/Sn : 1 t – chaîne manu. Ni/Cr III : 6,4 t – chaîne auto. Ni/Cr III : 14,3 t – chaîne auto. n°2 Zn : 0,67 t – chaîne auto. Ni : 1,5 t Stocks (bains) : 0,2 t Stocks (STEP interne) : 0,95 t Volume total : 25,02 t	D C

A : autorisation ; D : déclaration, DC : déclaration avec contrôle périodique

TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Articles 2.1.1. Réutilisation des eaux usées traitées

Les dispositions du chapitre 4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012 sont complétées par :

L'exploitant est autorisé à réutiliser les eaux usées traitées issues de la station d'épuration physico-chimique interne à l'établissement (Cet équipement assure l'épuration des effluents usés issus de la ligne de traitement de surface). Ces eaux usées traitées sont utilisées pour alimenter en eau les bains de rinçage des lignes de traitement de surface ainsi que les besoins de fonctionnement de la station d'épuration interne.

Les canalisations transportant ces effluents sont efficacement repérées.

Un dispositif de mesure totalisateur est installé sur la (les) canalisation(s) de prélèvement des eaux usées traitées en provenance de la station d'épuration afin que l'exploitant soit en capacité de justifier de la quantité d'eau réutilisée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les équipements de réutilisation des eaux usées traitées doivent être conçus et réalisés, conformément aux règles de l'art, de manière à ne pas présenter de risque de contamination vis-à-vis des réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

CHAPITRE 2.2 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEUR CARACTÉRISTIQUE DE REJET AU MILIEU

Articles 2.2.1. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires industrielles en provenance de l'atelier de traitement de surface avant rejet et modalités de l'auto-surveillance

Les dispositions des articles 4.3.9.1 et 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012 sont remplacées par :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires de l'atelier de traitement de surface dans le milieu considéré (point de rejet n°1EI), les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres (1)	Code Sandre	Valeurs limites	Fréquence minimale d'analyses	
			Exploitant	Organisme tiers
Débit maximal horaire	1946	11 m ³ /h	Continu	Trimestrielle
Débit horaire (moyenne journalière)	1946	4 m ³ /h		
Débit maximal journalier	1552	96 m ³ /j		
Température (2)	1301	30°C		

pH	1302	6,5 < pH < 9				
Paramètres (1)	Code Sandre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (g/j)		Fréquence minimale d'analyses	
			journalier	moyenne mensuelle (3)	Exploitant	Organismes tiers
MES	1305	18	1700			Trimestrielle
DCO	1314	150	14 400			
Azote global	1551	50	4800			
Nitrites	1339	5	480			
Phosphore total	1350	0,4	38			
Hydrocarbures totaux	7009	3	280			
F	7073	10	960			
CN libres	1084	0,1	9		Journalière	
Composés organiques halogénés (en AOX)	1106	0,5	48			
Argent	1368	0,15	10		Hebdomadaire	
Aluminium	1370	0,9	86		Hebdomadaire	
Chrome III	5871	0,25			Hebdomadaire	
Chrome hexavalent	1371	0,05			Journalière	
Chrome total	1389		10	5	Hebdomadaire	
Cuivre	1392	0,5	30	15	Hebdomadaire	
Fer	1393	0,65	62		Hebdomadaire	
Nickel	1386	0,5	40	20	Hebdomadaire	
Etain	1380	0,2	15		Hebdomadaire	
Zinc	1383	1	50	25	Hebdomadaire	
Chloroforme	1135	0,06	2,5			
Nonylphénols *	1958	0,001	0,09			

(1) Ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté.

(2) la température doit être inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont.

(3) : moyenne arithmétique des flux journaliers mesurés

Les substances dangereuses marquées de * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Cas particulier du chrome hexavalent :

Le chrome hexavalent n'est pas mis en œuvre sur le site. La fréquence des analyses du paramètre chrome VI mentionnée dans le tableau ci-dessus peut être adaptée de la façon suivante (ce suivi est destiné à surveiller les rejets en CrVI potentiellement créés par oxydation des effluents contenant du CrIII) :

- analyses selon une fréquence hebdomadaire tant que les résultats montrent une concentration mesurée inférieure à la limite de quantification,
- dès qu'une analyse montre un résultat supérieur ou égal à la limite de quantification, la fréquence redevient journalière. Un retour à une fréquence hebdomadaire n'est possible qu'après 5 analyses journalières consécutives montrant des résultats inférieurs à la limite de quantification.

D'une façon générale, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article, sous réserve que l'exploitant tienne à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence ou la faible émission de ces produits dans l'installation. Ils font l'objet d'une mesure par un organisme tiers tous les 3 ans permettant de s'assurer du respect de cette prescription.

Articles 2.2.2. Analyse et transmission des résultats de la surveillance de la qualité des rejets d'eaux résiduaires de l'atelier de traitement de surface :

Les résultats de la surveillance des rejets aqueux réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/>)

Les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1.

Ils sont accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux industrielles sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

Articles 2.2.3. Étude de réduction des émissions aqueuses

Avant le 1^{er} janvier 2028, l'exploitant transmet à l'inspection une mise à jour de l'étude technico-économique datée du 15 mars 2017 et mise à jour le 6 septembre 2021. Elle sera accompagnée de propositions de nouvelles valeurs limites d'émission afin de réduire à un niveau aussi bas que possible les contributions au milieu récepteur pour les flux de polluants représentant plus de 10 % du flux admissible par le milieu récepteur.

(flux admissible = NQE ou valeur guide x QMNa5).

Articles 2.2.3.1. Cas particulier du cuivre

A compter du 1^{er} janvier 2028, et sans préjudice des dispositions de l'article 2.2.3 ci-dessus, l'exploitant met œuvre les dispositions techniques économiquement acceptables pour que flux de cuivre rejeté ne dépasse pas 100 % du flux admissible par le milieu récepteur, sauf à ce qu'il démontre l'acceptabilité des rejets en tenant compte de la biodisponibilité du cuivre dans le milieu récepteur et des concentrations des fonds géochimiques naturels, en application des dispositions du paragraphe 1.3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 :

« Extrait : Pour les métaux et leurs composés, il est possible de tenir compte lors de l'évaluation des résultats obtenus au regard des NQE:

- de la dureté, du pH ou d'autres paramètres liés à la qualité de l'eau qui affectent la biodisponibilité des métaux, par exemple en utilisant un modèle de calcul de la fraction dissoute biodisponible de type BLM (Biotic Ligand Model). De tels modèles sont disponibles pour le cuivre et le zinc, dont les NQE correspondent aux conditions maximales de biodisponibilité ;
- des concentrations de fonds géochimiques naturelles. »

Articles 2.2.4. Surveillance pérenne RSDE

Les prescriptions de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire 6 avril 2010 sont abrogées.

Patricia ROSE
de la Direction des Populations
La Direction Départementale adjointe
et par délégation
Pour le Préfet

TITRE 3 – EXÉCUTION

Article 3.1 : Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Sury le Comtal et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Sury le Comtal pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de Sury le Comtal fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.2 : Délais et voies de recours (Art. L.514-6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans la Loire de la présente décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la Protection des Populations – 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Etienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation ou d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 3.3 Exécution

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et le maire de Sury le Comtal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Saint-Étienne, le 25 juillet 2024

Pour le Préfet
et par subdélégation
La Directrice Départementale adjointe
de la Protection des Populations

Patricia ROOSE

Copie :
Sous-préfecture de Montbrison
Mairie de Sury le Comtal
DREAL Uid 42-43
Archives

